



NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES TROIS MOIS

TERMINÉS LE 30 JUIN 2018

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	4
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	5
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
E. Gestion intégrée des risques.....	6
F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	7
Déclaration de responsabilité de la direction.....	8
État de la situation financière.....	9
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	10
État de la variation des actifs financiers nets.....	11
État des flux de trésorerie.....	12
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	13

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2018

Les résultats financiers pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2018 ont résulté en un excédent de 2,7 millions de dollars. Le surplus s'explique principalement par des différences temporelles quant à la réception et à l'utilisation des crédits parlementaires y compris un montant de 2,1 millions de dollars représentant la différence entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles ainsi que les revenus non récurrents provenant d'une compensation de 2,1 millions de dollars reçus de SPAC pour un terrain transféré à la CCN. Ce surplus est partiellement contrebalancé par une perte sur cession d'immobilisations corporelles de 0,9 million de dollars et par des augmentations combinées de 0,6 million de dollars en salaires et avantages sociaux et en amortissement. Les revenus récurrents sont légèrement au-dessus du budget et les dépenses d'exploitation récurrentes sont conformes au budget. Les investissements en immobilisations sont plus bas que prévus.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 3,1 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. L'écart favorable est principalement attribuable à la hausse des recouvrements de 1,3 millions de dollars, tel que décrit ci-dessous :

- Les opérations de location et servitudes ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 4,9 p. 100 pour atteindre 6,0 millions de dollars;
- Les frais d'accès aux usagers ont augmenté de 0,2 million de dollars, ou 28,2 p. 100 pour atteindre 0,9 million de dollars;
- La sous-location du siège social a augmenté de 0,1 million de dollars, ou 20,4 p. 100 pour atteindre 0,7 million de dollars;
- Les revenus d'intérêts ont augmenté de 0,1 million de dollars, ou 35,4 p. 100 pour atteindre 0,6 million de dollars;
- Les commandites monétaires ont légèrement augmenté pour atteindre 0,1 million de dollars;
- Les autres revenus ont augmenté de 1,4 million de dollars, ou 122,8 p. 100 pour atteindre 2,4 millions de dollars, principalement en raison d'une compensation de 2,1 millions reçue de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un terrain transféré à la CCN, entièrement comptabilisée au cours du premier trimestre de 2018-2019 ;
- Compensé en partie par une diminution des recouvrements de 1,9 million de dollars, ou 73,9 p. 100 pour atteindre 0,7 million de dollars, principalement en raison du financement non récurrent enregistré pour le Monument national de l'Holocauste et d'autres projets à Rideau Hall au cours de l'année précédente.

Les charges d'exploitation ont diminué de 0,3 million de dollars, ou 0,8 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L'intendance et protection a diminué de 0,5 million de dollars, ou 2,0 p. 100, pour atteindre 22,6 millions de dollars. La diminution est principalement en raison des projets de commémorations et de réhabilitation au cours de l'année précédente;
- Planification à long terme a augmenté de 0,1 million de dollars, ou 13,0 p. 100, pour atteindre 1,1 million de dollars;
- Les services internes sont demeurés stables à 8,4 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 3,6 millions de dollars, ou 18,4 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats en fonction des principales catégories de crédits parlementaires sont les suivants :

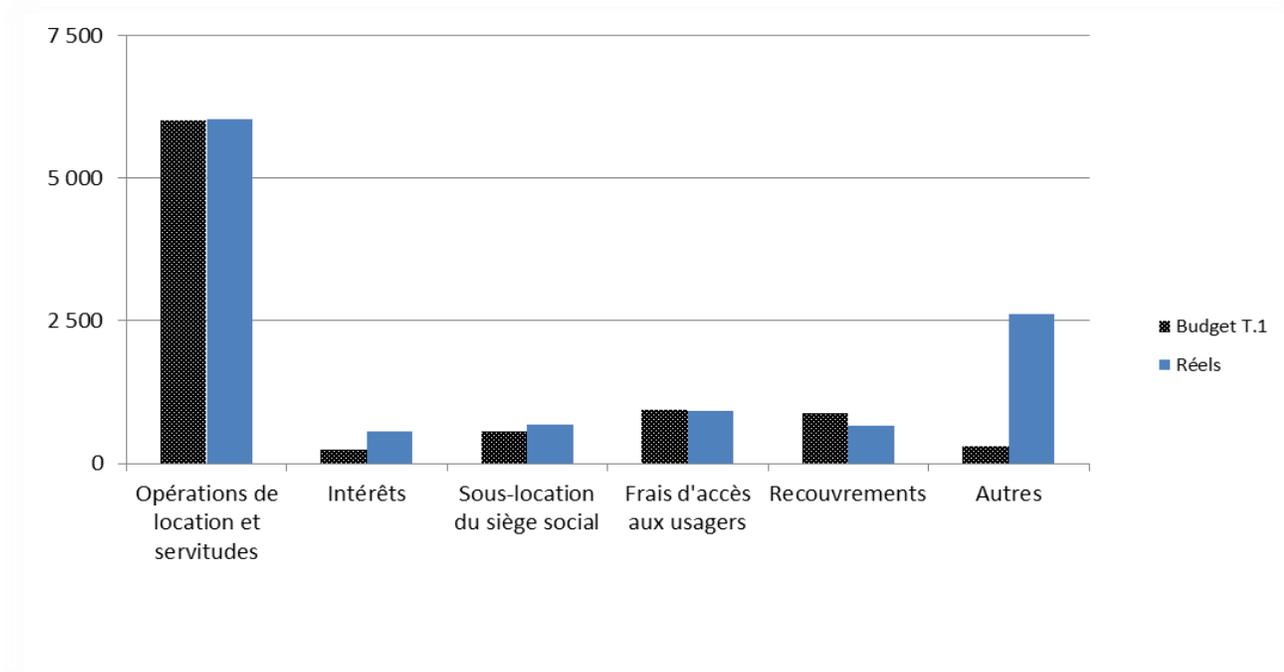
- Les crédits pour les charges d'exploitation ont augmenté de 0,1 million de dollars, ou 0,6 p. 100, pour atteindre 16,0 millions de dollars;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 3,5 millions de dollars, ou 93,4 p. 100, pour atteindre 7,3 millions de dollars.

B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2018-2019 comprend des éléments exceptionnels tels que la compensation reçue de SPAC pour un terrain transféré à la CCN, des recouvrements et contributions liées à différents projets et commémorations, représentant 2,6 millions de dollars comptabilisés à la fin du premier trimestre, ou 86,5 p. 100 du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 8,9 millions de dollars ou 26,6 p. 100 du budget annuel au 30 juin 2018.

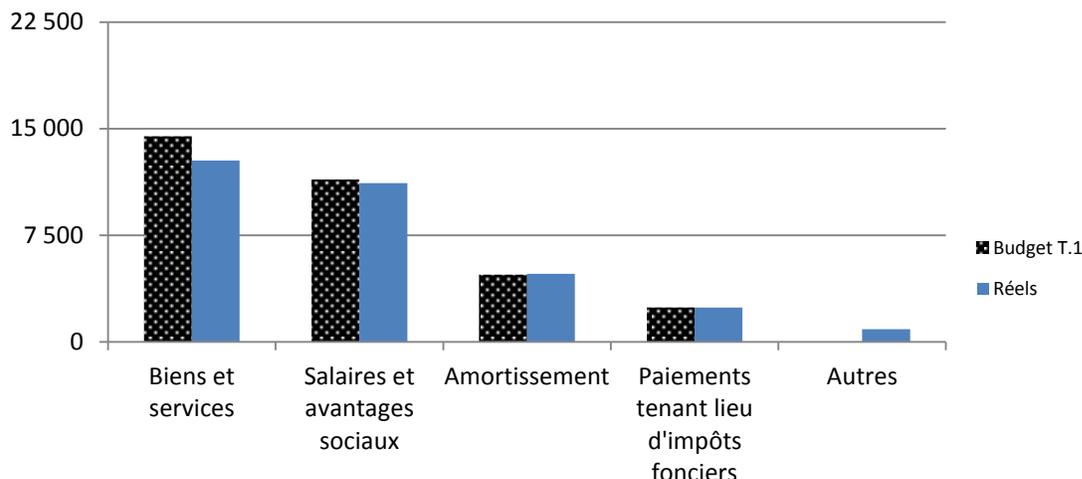
Le tableau suivant fournit les détails des revenus du premier trimestre comparativement au budget de 9,0 millions de dollars. Les écarts les plus significatifs sont les autres revenus qui sont supérieurs au budget en raison de la compensation non planifiée reçue de SPAC pour un terrain transféré à la CCN. La sous-location du siège social et les intérêts sont également plus élevés que le budget.

Revenus par type (en milliers de dollars)



Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation de 32,0 millions de dollars comparativement au budget de 33,0 millions de dollars. Les écarts sont principalement attribuables au calendrier des dépenses tels que : les délais dans les dépenses en biens et services relatifs à la construction d'un monument commémoratif (0,6 million), aux projets en fonctionnement financés par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (0,5 million) et des dépenses inférieures que prévues pour le projet de vision à long terme de LeBreton (0,2 million), contrebalancé par une perte sur cession d'immobilisations corporelles (0,9 million). De plus, les salaires affichent un surplus de 0,3 million de dollars par rapport au budget en raison de postes vacants, ainsi que d'autres surplus combinés en biens et services de 0,3 million à ce jour principalement en raison de retards par rapport au calendrier des dépenses des projets en fonctionnement.

Charges d'exploitation (en milliers de dollars)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les gains sur la cession d'immobilisation corporelle et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre du Patrimoine canadien. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 23,2 millions de dollars, ou 21,4 p. 100 de son financement en appropriations prévu pour la période terminée le 30 juin 2018. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision-mars 2019
Crédits pour les charges d'exploitation	68 117	15 989	23.5%	-	52 128
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	68 117	15 989	23.5%	-	52 128
Crédits pour les immobilisations corporelles	40 312	7 260	18.0%	-	33 052
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	40 312	7 260	18.0%	-	33 052
Total	108 429	23 249	21.4%	0	85 180

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 juin 2018 (note 8).

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2018 (en milliers de dollars)	Réels
Investissements dans les routes et ponts	393
Propriétés historiques	1 273
Propriétés locatives	1 058
Mise en valeur de propriétés	8
Actifs verts	656
Autres projets, principalement les frais de gestion de projet	726
Équipements	81
Acquisitions de bien-fonds	599
Total réels T.1 2018-2019	4 794
Total réels T.1 2017-2018	7 989
Variance	(3 195)
Budget 2018-2019	53 868
% Atteint	9%

E. Gestion intégrée des risques

La CCN utilise un cadre de gestion intégrée des risques pour repérer, gérer et atténuer les risques auxquels elle est confrontée. La société d'État applique ce cadre à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. En outre, elle l'incorpore dans son cycle de planification et de production de rapports par le truchement d'un exercice d'établissement d'un profil qui aide à cerner les principaux risques d'entreprise et les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Les principaux risques opérationnels et d'entreprise sont suivis de près tout au long de l'exercice, tandis que des rapports trimestriels rendent compte au conseil d'administration des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation.

La CCN repère en permanence des occasions d'améliorer son cadre de gestion des risques et de mettre à profit une information plus complète sur ceux-ci pour la prise de décisions dans le but de prendre les mesures qui s'imposent pour l'application des stratégies d'atténuation nécessaires et de demeurer résiliente.

Pour la période de planification de 2018-2019 à 2022-2023, trois grandes catégories de risques d'entreprise ont été ciblées : la capacité, la réputation et l'influence, la sécurité.

Capacité

Les risques liés à la capacité ont un rapport avec l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux adéquats de ressources financières et humaines pour qu'elle soit résiliente face à un milieu opérationnel en évolution et qu'elle réalise ses activités et gère ses biens efficacement. Afin d'atténuer le risque lié à la capacité financière — lequel est lié au déficit d'entretien des actifs ciblé dans le rapport de l'examen spécial – 2017 du BVG —, la CCN a fait l'examen de ses actifs et de son financement. Elle a notamment élaboré un plan de réfection à long terme qui visait à restaurer ses actifs et à les maintenir en bon état. En 2017, la CCN a travaillé avec d'autres entités gouvernementales dans le but de recevoir des fonds publics additionnels pour la restauration et l'entretien des actifs. Ces efforts ont mené à l'obtention d'un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans dans le budget de 2018 pour revitaliser les actifs de la CCN. De plus, la société d'État s'est concentrée sur l'optimisation des processus opérationnels et l'élaboration de stratégies

visant à attirer, gérer et conserver une main-d'œuvre talentueuse. À l'interne, la CCN poursuit un dialogue plus systématique qui favorise la collaboration et l'intégration des directions, avec pour objectif de tirer profit d'occasions d'accroître l'efficacité.

Réputation et influence

Les risques liés à la réputation et à l'influence se rapportent à l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus. Pour protéger sa réputation et son influence, la CCN mobilise les intervenants, ses partenaires et le public, et sensibilise à la valeur qu'elle ajoute à la région de la capitale. En 2017-2018, la CCN a poursuivi la mise en œuvre de son plan de communication intégrée, lequel préconise une approche proactive pour mobiliser les partenaires et mieux faire connaître les politiques et les processus liés à ses fonctions de réglementation. Elle a également participé à des projets très en vue dans la région de la capitale nationale, comme les voies cyclables de l'avenue Mackenzie, le réseau de train léger sur rail de la Ville d'Ottawa, le réaménagement des plaines LeBreton et les projets de promotion touristique dans le parc de la Gatineau et ses environs.

Sécurité

Les risques liés à la sécurité se rapportent à la détérioration de l'état des actifs de la CCN à cause du report de l'entretien et du renouvellement, ce qui est susceptible d'engendrer des problèmes de santé et de sécurité. Ce sujet de préoccupation a aussi été mentionné dans le rapport de l'examen spécial – 2017 du BVG. Au cours de l'exercice 2017-2018, les mesures de réaction aux risques ont compris l'analyse de chaque actif pour déterminer les ressources nécessaires à l'entretien d'infrastructures sécuritaires, durables et résilientes. Cette analyse a établi les travaux qui doivent être faits sur les actifs de la CCN ayant grand besoin de réparations en se servant des fonds annoncés dans le budget de 2018. Dans le cadre de ses activités quotidiennes, la CCN inspecte régulièrement ses terrains et ses actifs et s'assure que ses plans, politiques et procédures de sécurité sont à jour.

F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Dans le budget de 2018, le gouvernement a annoncé un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans (de 2018-2019 à 2019-2020) pour permettre des travaux de réparation et d'entretien essentiels aux actifs du portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN. L'attribution de ces fonds permettra à la société d'État de commencer à s'occuper des besoins d'entretien d'actifs prioritaires, s'assurant ainsi que ceux-ci ne causent pas de problèmes de santé ou de sécurité.

Au cours du premier trimestre de 2018-2019, la Directrice des ressources humaines a annoncé sa démission effective le 21 mai 2018. Le processus de recrutement étant maintenant achevé, ce poste sera remplacé par une nouvelle Directrice générale, Ressources humaines et ce, à compter du 13 août 2018.

Aucun autre changement important n'est survenu lors des trois mois se terminant le 30 juin 2018 quant aux activités de la CCN et à ses programmes.

États financiers non audités

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2018

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,



Mark Kristmanson, Ph.D.

Le directeur général, Services généraux et
Chef des services financiers,



Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 27 août 2018

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

30 juin 2018 31 mars 2018

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	58 515	55 941
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail (note 4)	64 254	63 975
Créances		
Ministères et organismes fédéraux	1 509	5 298
Autres	5 730	5 944
Placements (note 3)	34 224	34 136
	164 232	165 294

PASSIFS

Créditeurs et charges à payer		
Ministères et organismes fédéraux	1 251	1 031
Autres	16 197	18 800
Train léger sur rail (note 4)	59 676	59 608
Provision pour nettoyage environnemental	49 992	49 884
Revenus reportés (note 5)	16 315	16 251
Avantages sociaux futurs	9 453	9 596
Autres passifs	7 961	7 639
	160 845	162 809

ACTIFS FINANCIERS NETS

3 387 2 485

ACTIFS NON FINANCIERS

Immobilisations corporelles (note 6)	639 572	640 575
Frais payés d'avance	6 163	3 623
Autres actifs non financiers	1 522	1 217
	647 257	645 415

EXCÉDENT ACCUMULÉ

650 644 647 900

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

Le président du conseil d'administration,



Marc Seaman

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
 Pour la période terminée le 30 juin (en milliers de dollars)

	2018-2019 Budget annuel (note 2)	2018 Réel	2017 Réel
REVENUS			
Opérations de location et servitudes	24 075	6 047	5 766
Intérêts	1 312	559	413
Commandites monétaires	-	102	91
Sous-location du siège social	2 277	686	570
Frais d'accès aux usagers	3 531	928	724
Recouvrements	3 390	659	2 523
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	131	-
Autres revenus	1 815	2 395	1 075
	36 400	11 507	11 162
CHARGES (note 7)			
Planification à long terme	5 794	1 088	963
Intendance et protection	89 612	22 551	23 012
Services internes	36 214	8 373	8 296
	131 620	32 012	32 271
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(95 220)	(20 505)	(21 109)
Financement du gouvernement du Canada			
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	68 117	15 989	15 889
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	40 312	7 260	3 753
	108 429	23 249	19 642
Excédent (déficit) de la période	13 209	2 744	(1 467)
Excédent accumulé au début de la période	639 560	647 900	642 050
Excédent accumulé à la fin de la période	652 769	650 644	640 583

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)

Pour la période terminée le 30 juin (en milliers de dollars)

	2018-2019 Budget annuel (note 2)	2018 Réel	2017 Réel
Excédent (déficit) de la période	13 209	2 744	(1 467)
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(47 217)	(4 979)	(8 033)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	18 937	4 781	4 473
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	(131)	-
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	897	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	481	-
Perte réalisée suite à une opération de cession-bail	-	(46)	-
	(28 280)	1 003	(3 560)
Variation des frais payés d'avance	-	(2 540)	(2 231)
Variation des autres actifs non financiers	177	(305)	44
	177	(2 845)	(2 187)
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	(14 894)	902	(7 214)
Actifs financiers nets au début de la période	(6 761)	2 485	11 027
Actifs financiers nets à la fin de la période	(21 655)	3 387	3 813

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)
 Pour la période terminée le 30 juin (en milliers de dollars)

	2018	2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires		
pour les charges d'exploitation	16 765	16 385
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	5 206	5 281
Rentrées de fonds provenant des autres activités	8 495	4 968
Paielements aux fournisseurs	(18 077)	(17 689)
Paielements aux employés	(11 462)	(12 303)
Intérêts reçus	683	623
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(79)	(108)
Flux de trésorerie affectés aux (provenant des) activités d'exploitation	1 531	(2 843)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour		
les immobilisations corporelles	7 260	4 143
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(6 157)	(6 970)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	131	-
Déboursés pour le nettoyage environnemental	(18)	(4)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement en immobilisations	1 216	(2 831)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	279	157
Acquisition de placements	(173)	-
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	106	157
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	2 853	(5 517)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	119 916	145 646
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	122 769	140 129
Représentés par :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	58 515	76 867
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail	64 254	63 262
	122 769	140 129

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 30 juin 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive à compter de 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et respectent les conventions ci-dessous.

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2018.

L'état de la situation financière comprend les actifs financiers et non financiers ainsi que les passifs. Les actifs non financiers, normalement utilisés pour fournir des services futurs sont imputés aux charges par l'entremise de l'amortissement ou lors de leur utilisation. Les actifs non financiers ne sont pas pris en considération au moment de déterminer les actifs financiers nets, mais sont ajoutés aux actifs financiers nets pour déterminer l'excédent accumulé.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, les échanges de terrain non réglés, les provisions pour nettoyage environnemental, les avantages

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 30 juin 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative de ces estimations.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2018-2019, présentées dans le *Plan d'entreprise 2018-2019 à 2022-2023*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

La politique de la CCN est d'investir les excédents de trésorerie dans des certificats de placement garanti, des acceptations bancaires, des billets garantis, des dépôts à terme et des titres du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial ou d'une autorité municipale. Ces catégories de placements sont achetées auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements et ils sont tous remboursables à court préavis.

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 juin 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 58,5 millions de dollars (55,9 millions au 31 mars 2018) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,8 p. 100 (1,5 p. 100 au 31 mars 2018).

B. PLACEMENTS

Au 30 juin 2018, les placements de portefeuille à court terme incluent un certificat de placement garanti totalisant 15,0 millions de dollars (15,0 millions au 31 mars 2018) à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,3 p.100 et d'une durée de 12 mois (2,3 p.100 au 31 mars 2018).

Au 30 juin 2018, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 19,2 millions de dollars (19,1 millions au 31 mars 2018) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,7 p. 100 (3,7 p. 100 au 31 mars 2018).

	30 juin 2018		31 mars 2018	
	Coût	Cours du marché	Coût	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	19 224	19 621	19 136	19 631
Certificat de placement garanti	15 000	15 000	15 000	15 000
	34 224	34 621	34 136	34 631

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 30 juin 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 juin 2018, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 32,6 millions de dollars (33,3 millions au 31 mars 2018) sont inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est soumise à des restrictions ou qui ont été réservés à un usage particulier.

4. Train léger sur rail

Le tableau suivant présente le solde des sommes reçues au 30 juin 2018, ainsi que les intérêts gagnés pour la période. Des intérêts de 0,3 million de dollars (0,2 million au 30 juin 2017) ont été comptabilisés et se retrouvent dans le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail » et le poste de passifs « Train léger sur rail ».

Le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail » est composé des éléments suivants :

	31 mars 2018	Intérêts	30 juin 2018
Dépôt de garantie	52 230	228	52 458
Dépôt d'exécution	11 745	51	11 796
Total	63 975	279	64 254

Au 30 juin 2018, la CCN a reconnu des revenus qui totalisent 0,2 million de dollars (0,2 million au 30 juin 2017) afin que la Ville puisse accéder aux propriétés du train léger sur rail, et ce, pour une durée limitée se terminant en 2018-2019. Le poste de passif « Train léger sur rail » totalise 59,7 millions de dollars (59,6 millions au 31 mars 2018).

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2018	31 mars 2018
Revenus de location reportés	6 841	7 262
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	5 292	5 676
Autres revenus reportés	4 182	3 313
	16 315	16 251

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de trois différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2068. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,1 million de dollars (0,1 million au 30 juin 2017) ont été constatés aux résultats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 30 juin 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	30 juin 2018	31 mars 2018
Terrains ¹	310 348	573	1 202	309 719	-	-	-	-	309 719	310 348
Immeubles et infrastructures ²	787 760	4 288	-	792 048	466 680	4 347	-	471 027	321 021	321 080
Améliorations locatives	13 537	-	-	13 537	10 154	108	-	10 262	3 275	3 383
Matériel ²	19 423	118	63	19 478	13 659	326	64	13 921	5 557	5 764
	1 131 068	4 979	1 265	1 134 782	490 493	4 781	64	495 210	639 572	640 575

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2018) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 19,9 millions de dollars (15,8 millions au 31 mars 2018) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour la période terminée le 30 juin 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	2018-2019		
	Budget annuel	30 juin 2018	30 juin 2017
	(note 2)		
Biens et services	58 331	12 760	14 592
Salaires et avantages sociaux	44 642	11 164	10 826
Amortissement	18 937	4 781	4 473
Paiements tenant lieu d'impôts fonciers	9 710	2 410	2 380
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	897	-
	131 620	32 012	32 271

Les antiquités, les œuvres d'art et les monuments acquis ou construits par la CCN et ceux reçus sous forme de dons par le Fonds Canadiana ou par la CCN ne sont pas comptabilisés comme immobilisations corporelles, mais plutôt comme charges, et sont inclus au poste « Biens et services ». Pour la période terminée le 30 juin 2018, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments représentent 0,1 million de dollars (1,2 million au 30 juin 2017).

8. Crédits parlementaires

	30 juin 2018	30 juin 2017
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹		
Montant reçu durant la période	15 989	15 889
	15 989	15 889
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²		
Montant reçu durant la période	7 260	3 753
	7 260	3 753
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	23 249	19 642

1. En date du 30 juin 2018 et 2017, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2019 et 2018 totalisaient 68,1 millions et 67,6 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 juin 2018 et 2017, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2019 et 2018 totalisaient 40,3 millions et 24,3 millions de dollars respectivement.